

KHEMIS MILIANA

Une escroquerie au crédit Rfig mise au jour

Suite à des renseignements obtenus par la brigade de gendarmerie de Khemis Miliana et après des investigations, les enquêteurs ont entendu quelque 45 individus. Ces derniers, usant de faux documents, ont bénéficié des largesses du dispositif de soutien Rfig, un crédit d'accompagnement accordé sans intérêt que gère la Badr.

En fait, la procédure à suivre pour bénéficier de ce crédit qu'octroie la Badr est d'une simplicité déconcertante, que les trafiquants ont mis à profit. Cette affaire a mis

à nu le laxisme de l'administration des Chambres d'agriculture. Il suffit en premier lieu de se procurer un titre de location d'un terrain agricole, un faux bien entendu,

scanné et légalisé. La deuxième étape consiste à fournir un dossier à avaliser par le subdivisionnaire de l'agriculture. Une fois l'aval obtenu, avec quelques documents d'état civil, le «faux fellah» se fait établir par la chambre d'agriculture une carte d'agriculteur qui lui permet d'introduire une demande de crédit de campagne auprès de la Badr. Une fois le dossier de crédit avalisé, le faux agriculteur n'a plus qu'à aller se servir en engrais

et en semences céréalières financés par la banque sans qu'il ait à déboursier un dinar de sa poche.

Ces produits sont alors écoulés via le marché informel avec des prix majorés de 30 à 40 %.

Une affaire donc juteuse, simple à réaliser, dans laquelle sont impliqués une cinquantaine d'individus, âgés de 20 à 30 ans. Tout ce beau monde a été interpellé et entendu par les enquêteurs puis présenté au procureur

de la République. Accusées de faux et usage de faux, 10 personnes impliquées ont été placées sous mandat de dépôt alors que les autres ont été mises sous contrôle judiciaire. Pour certains observateurs, le danger réside dans les engrais quand on sait l'utilisation qui peut en être faite. «Ces engrais ont-ils servi réellement à fertiliser les sols ?» se demande-t-on.

Karim O.

TIPASA

Une tentative d'immolation et des interrogations

Devenu un rituel de suicide de jeunes sans espoir, partagés entre le choix de la hargha et celui de transmettre un message de désespoir à la société et aux décideurs, l'immolation par le feu est réprouvée et redoutée par les parents qui restent, cependant, désarmés face à ces actes désespérés.

C'est à ce phénomène nouveau qu'ont assisté, dans un passé récent, les habitants de la ville de Ahmer El Aïn, située à 25 kilomètres du chef-lieu de wilaya de Tipasa .

Ce fut à la fin du mois dernier que le jeune B. Mohammed, âgé de 30 ans et résidant dans cette ville, avait décidé de commettre cet acte de désespoir en s'aspergeant d'essence près du siège de la daïra de Ahmer El Aïn. Selon des témoins oculaires, ce jeune désespéré déversa sur lui le contenu du jerricane qu'il avait soigneusement caché dans un sachet. Avant de s'enflammer, ce jeune aurait crié haut et fort les raisons de cet acte désespéré.

La prompte intervention des policiers en faction avait permis de lui ôter le briquet. Un autre témoin, M. Djamel B., nous a déclaré que «ce fut au prix d'immenses efforts que le jeune désespéré avait été maîtrisé. Ce responsable de la police locale a pu convaincre le jeune de renoncer à son acte.

Les citoyens avaient pu apprécier la psychologie et la méthode utilisées par ce policier en pareille circonstance et ont ovation-

né cette issue heureuse».

Nous avons pris attache avec ce jeune désespéré Mohammed B., qui nous a expliqué son geste : «Nous habitons dans un quartier populaire, et je vis avec mes deux frères mariés, mes deux sœurs, ma mère dans un appartement.

L'appartement qui comporte cinq pièces nous suffisait, dans l'attente que l'on prenne en considération notre situation, à la suite d'une enquête sociale pour nous attribuer des logements.

Comme unique réponse, on nous a affecté en juillet 2011 un logement F3 situé dans la cité des 57 logements, avec l'obligation de désister à l'actuel logement de 5 pièces qu'on occupe», précise le jeune Mohammed.

C'est désespérés que ma mère et moi-même nous nous rendîmes à la daïra pour exposer nos préoccupations. Peine perdue, car nous fûmes éconduits.

Cela s'est répété à plusieurs reprises, c'est depuis juillet 2011, qu'on nous refuse une entrevue. Mon acte est venu suite à ma dernière demande d'audience, car j'ai décidé de m'immoler par le feu», raconte le jeune Mohammed, les larmes aux yeux.

SIDI BEL ABBÈS

Seize personnes arrêtées

La ville de Sidi Bel Abbès retient son souffle craignant un dérapage après l'érection, jeudi dernier, d'un nouveau bidonville et le squat des logements sociaux. L'opération de démolition de ces abris de fortune et l'évacuation des logements squattés qui se déroule dans une ambiance électrique n'était pas terminée à la mi-journée d'hier dimanche.

La gendarmerie et la police ont procédé, hier, à la démolition de dizaines d'abris de fortune érigés jeudi dernier en quelques heures, pour la plupart, sur des parcelles traversées par des conduites de gaz, à côté d'un hôtel 4 étoiles à la périphérie de la ville de Sidi Bel Abbès, par quelque 70 personnes se disant

sans logement. En quelques heures, les lieux ont repris leur aspect initial, literie et effets personnels des occupants ont été saisis et remis à l'APC. La gendarmerie a procédé à l'arrestation de 10 personnes alors que 6 autres l'ont été par la police. D'autres, accusés de troubles, ont réussi à prendre la fuite.

A peine venait-elle de boucler l'opération de démolition que la gendarmerie a dû de nouveau intervenir dans une cité de logements sociaux-participatifs, récemment réalisés et pas encore distribués, située à la sortie de la ville de Sidi Bel Abbès sur la route menant à Tilmouni. Quelque 100 personnes ont squatté lesdits logements refusant de les évacuer, depuis vendredi dernier. Privilégiant une issue pacifique à la situation, la gendarmerie a, tout au long de la journée d'hier,

tenté de les raisonner avant un assaut final pour les en déloger.

L'affaire reste à suivre, même si certains squatters ont déjà fui.

De son côté, la police a dû intervenir au niveau d'une autre nouvelle cité de logements sociaux-participatifs sur la route de Boukhanefis, à la sortie de la ville. Plusieurs dizaines de chefs de famille y ont squatté des logements. Les brigades anti-émeutes se sont déployées aux abords de la cité et la police est intervenue pour les en déloger. La ville de Sidi Bel Abbès a vécu la journée de dimanche au son des sirènes des véhicules de la police et la situation n'était toujours pas revenue au calme dans l'après-midi.

A. M.

BOUMERDÈS

Les habitants des Issers ferment le siège de l'APC

Des centaines d'habitants du village «socialiste», distant de 3 km de la ville des Issers, wilaya de Boumerdès, sont descendus en ville pour fermer le siège de l'APC.

Ces villageois se sont rendus, rappellent-ils, nombreux mercredi dernier chez leur maire pour exposer leurs problèmes. Ne constatant aucune réponse, ils sont passés à cette action. Les manifestants dénoncent leurs conditions de vie qu'ils jugent déplora-

bles. «Nos routes sont boueuses en hiver et poussiéreuses en été. De plus, elles sont impraticables. Concernant l'eau, nous subissons souvent des pénuries qui durent souvent plus d'un mois», déplore un manifestant.

En plus de la réhabilitation des routes, ces manifestants demandent l'installation des réseaux d'assainissement et de distribution de gaz naturel. Joint par téléphone, le maire des Issers affirme que tous les problèmes soulevés par ses administrés sont pris en

charge. «Le marché est passé par une entreprise pour la réfection des routes», assure-t-il, laissant entendre, par ailleurs, que l'alimentation en eau potable sera réalisée fin mars dernier délai.

«Une étude est lancée pour l'alimentation en gaz naturel», ajoutera-t-il. Mais alors, pourquoi sont-ils entrés en colère ? Affaire à suivre pour savoir si les engagements pris seront tenus.

Abachi L.

TIZI-OUZOU
Les citoyens
des Ouadhias
investissent la rue

Des citoyens des Ouadhias, au sud-est de Tizi-Ouzou, ont exprimé, hier dimanche, leur désarroi en sortant dans la rue. Ils protestent contre le piteux état dans lequel se trouve la très fréquentée route menant vers la localité voisine d'Agouni Ghehrane et exigent des autorités locales la prise en charge de leurs revendications, entre autres, le bitumage de cet axe routier, l'éclairage public et l'assainissement ainsi que l'amélioration du réseau d'alimentation en eau potable.

Tôt dans la matinée d'hier, les protestataires ont investi la route qui mène vers la localité d'Agouni Ghehrane, qu'ils ont fermée à la circulation. Des pneus en flammes, des troncs d'arbre et autres matériaux hétéroclites ont été entreposés sur la chaussée, contraignant les automobilistes à rebrousser chemin. Des heures durant, la circulation automobile a été bloquée. Selon les protestataires, le chef de daïra ainsi que les responsables de l'APC ont été saisis à plusieurs reprises mais leurs doléances demeurent lettre morte.

C. Taos

Les trois Libyens
interpellés
à Bouzeguene
remis en liberté

Les trois jeunes Libyens arrêtés il y a quelques jours au chef-lieu de commune de Bouzeguene par la police lors d'un contrôle pour non-conformité aux procédures de séjour des étrangers en Algérie (voir notre article en date du 7 janvier) ont été finalement remis en liberté après enquête.

Samedi matin, ils se sont présentés aux services concernés des services de sécurité, accompagnés du citoyen à l'origine de leur invitation, pour l'établissement de fiches de séjour. Ainsi, selon leur hôte qui dément formellement la source ayant fait état de leur transfert à la Sûreté de wilaya pour un complément d'enquête, ces jeunes séjournent légalement dans la région dans le cadre de soins, précisant qu'ils ont débarqué à l'aéroport Houari-Boumediène et non à travers les frontières terrestres.

S. H.